



LA FRANCE EN MORCEAUX

Baromètre des Territoires 2019

**CLIQUEZ ICI POUR DÉCOUVRIR
LE BAROMÈTRE DES TERRITOIRES**

Paris, le 19 février 2019 - Elabe et l'Institut Montaigne, en partenariat avec *France Info* et de nombreux titres de presse quotidienne régionale, publient le Baromètre des Territoires 2019 intitulé « [La France en morceaux](#) ». Cette grande enquête compte 120 questions et a été menée auprès de 10.010 personnes dans toute la France, avec un échantillon représentatif pour chaque région.

En pleine crise des « Gilets jaunes », cette étude donne des clés de lecture inédites sur le rapport des Français à l'impôt, leurs perceptions en termes de pouvoir d'achat ou encore d'accès aux services publics. Elle livre une analyse en profondeur de la vie dans les territoires, des dynamiques et des fractures territoriales, à travers les filtres des mobilités sociale, économique et géographique.

Notre Baromètre des Territoires met en lumière :

- quatre grands portraits de Français qui, par leurs trajectoires sociales et territoriales, coexistent dans notre espace national ;
- un zoom par région mettant en exergue les spécificités de chacune d'elles.

Parmi les principaux enseignements à retenir :

- **les Français font le récit d'une vie privée heureuse, mais expriment leur souffrance sociale sous l'effet de la crise du pouvoir d'achat et le sentiment désormais majoritaire de vivre dans une société produisant relégation et exclusion.** Cette crise du pouvoir d'achat et cette perception d'une société inégalitaire et injuste fragilisent la confiance et la capacité des Français à se projeter dans l'avenir.
- **malgré cette souffrance sociale, la France reste le point d'ancrage le plus rassembleur, loin devant ses territoires ;**
- si la fracture territoriale est forte en matière d'accès aux services, c'est davantage le niveau de vie et donc le pouvoir d'achat qui structurent les opinions pour qualifier son parcours de vie et son rapport à la société. **Sur de nombreux sujets, la fracture sociale est aujourd'hui plus forte que la fracture territoriale ;**
- **« Enracinés », « Affranchis », « Assignés », « Sur le fil »... Le Baromètre fait apparaître quatre groupes** qui ont un rapport aux mobilités sociales et territoriales différent et dessinent le portrait d'une France en morceaux. L'analyse de ces quatre groupes démontre que c'est davantage le sentiment d'avoir choisi la vie que l'on mène et son niveau de vie qui façonnent la relation des Français à leur territoire que l'inverse.

Bernard Sananes, président d'Elabe :

« Le Baromètre des Territoires révèle que les fractures sociales sont plus déterminantes que les fractures territoriales pour comprendre les parcours de vie des Français. Ces fractures sociales divisent la société française, qui se retrouve éclatée en quatre grandes familles qui se côtoient, voire se croisent assez largement au sein de mêmes territoires. Apparaît ainsi l'image d'une France en morceaux, qui expriment pourtant un commun attachement à la France et, à travers cet attachement, l'envie ou l'espoir d'un destin commun. »

Laurent Bigorgne, directeur de l'Institut Montaigne :

« Le Baromètre des Territoires permet d'apporter un nouveau regard sur les dynamiques de notre société, notamment à l'heure du mouvement des Gilets jaunes. Il fait le constat d'une société française heureuse, attachée à son pays plus qu'à ses territoires, mais frappée d'un sentiment d'injustice qui ne pourra être résolu que par un important travail de la part des pouvoirs publics. »

Enseignements nationaux : bonheur privé, souffrance sociale

Le Baromètre des Territoires analyse la France d'aujourd'hui avec un double regard : sociologique et territorial. Il brosse un portrait inédit des Français, de nos territoires et de notre pays.

Les Français font le récit d'une vie privée heureuse, en très grande partie nourrie par les petits et les grands bonheurs de la famille et du cercle proche qu'ils se sont choisis, sur lequel ils savent pouvoir compter :

- 73 % des Français déclarent être heureux (dont 33 % très heureux) ;
- 67 % font le récit d'un équilibre trouvé entre temps de vie personnelle, familiale, sociale et professionnelle ;
- 75 % ont la certitude d'avoir dans leur entourage des personnes sur qui compter en cas de problèmes graves ;
- 61 % ont le sentiment d'avoir choisi la vie qu'ils mènent.

Dans la plupart de nos régions, **ce bonheur privé se prolonge du sentiment qu'il fait bon vivre dans son quartier, dans sa commune, quelles qu'en soient les réalités socioéconomiques** (66 % trouvent qu'il fait bon vivre dans leur quartier ou leur commune et 59 % estiment que l'endroit dans lequel ils vivent va plutôt bien).

Cet espace personnel est pourtant percuté de plein fouet par la **crise du pouvoir d'achat et le sentiment désormais majoritaire de vivre dans une société produisant relégation et exclusion**. Quel que soit leur capital socio-culturel et patrimonial, une majorité de Français exprime un même sentiment d'injustice et s'indigne des inégalités qui fracturent notre pays et fragilisent les parcours :

- 78 % jugent la société actuelle injuste (dont 28 % très injuste) ;
- 63 % sont convaincus qu'en France, la réussite sociale est jouée d'avance et dépend beaucoup des origines des gens ;
- 42 % sont convaincus que la société dans laquelle vivaient leurs parents était plus juste ;
- cette injustice suscite l'indignation des Français : écart entre hauts et bas salaires (37 %) et inégalités sociales (29 %) cristallisent la colère ;
- **les inégalités entre les territoires n'indignent que 6 % des Français** : 9 %, point le plus haut, dans les territoires de vie isolés, peu urbanisés, hors influence des grands pôles. Les habitants de ces zones, dont on aurait pu faire l'hypothèse qu'ils seraient plus nombreux à manifester une colère suscitée par le retrait des services publics de leur lieu de vie, sont, à l'image d'une majorité, d'abord indignés par l'écart entre hauts et bas salaires ;
- **cette injustice fragilise le consentement à l'impôt** : 34 % considèrent qu'impôts et taxes sont inutiles et 65 % qu'ils contribuent plus au système qu'ils n'en bénéficient. Pourtant, le pacte fiscal n'est pas rompu : 81 % des Français affirment être prêts à payer plus d'impôts ou de taxes si cela permettait, notamment, de réduire la pauvreté (36 %), d'avoir un meilleur système de santé (31 %), de réduire les pollutions (23 %) ou d'avoir une meilleure éducation (21%). **C'est donc la capacité à démontrer l'efficacité de la redistribution et sa contribution objective à un mieux-être social et à l'égalité républicaine qui sont en jeu** ;
- **la crise du pouvoir d'achat coupe la France en deux** : 48 % vivent des fins de mois difficiles, dont 35 % parviennent difficilement à finir les fins de mois en se restreignant et 13 % sont même obligés de puiser dans leurs réserves ou d'emprunter. **37 % ont été à découvert à plusieurs reprises ces 12 derniers mois, le 18 du mois en moyenne** ;

Cette tension sur le pouvoir d'achat se traduit concrètement par :

- des difficultés répétées à subvenir à l'essentiel (18 % ont eu à plusieurs reprises des difficultés à payer leur loyer ou leur crédit immobilier au cours des douze derniers mois, 21 % à régler leurs factures d'électricité, de gaz ou de fioul) ;
- des renoncements (50 % ont retardé ou renoncé à des soins de santé en 2018) ;
- une somme d'arbitrages (32 % cherchent presque systématiquement les prix les plus bas quand ils font leurs courses alimentaires, et 50 % quand ils achètent des vêtements ou chaussures).

Crise du pouvoir d'achat et représentations d'une société inégalitaire et injuste fragilisent la confiance et la capacité des Français à se projeter dans l'avenir :

- 47 % des Français seulement sont optimistes pour leur avenir personnel ;
- 45 % pensent que quand leurs enfants auront leur âge, ils vivront moins bien qu'eux, contre 15 % qu'ils vivront mieux ;
- 70 % sont pessimistes sur l'avenir de la société française (dont 26 % très pessimistes) ;
- C'est du bout des lèvres qu'une courte majorité relative de Français prête aux acteurs publics le pouvoir de changer le monde dans lequel ils vivent : 52 % pour le Maire, 49 % pour le Président de la République, 44% pour le Président de Région et 39 % pour le Député. Les entreprises sont relativement épargnées par ce doute : 61 % des interrogés jugent qu'elles ont le pouvoir de changer le monde dans lequel on vit.

Malgré cette souffrance sociale, la France reste le point d'ancrage le plus rassembleur, loin devant nos territoires : 73 % sont attachés à la France, pour 58 % exprimant leur attachement à leur région, 53 % à leur département, 52 % à leur commune et 45 % à leur quartier. Les Français tiennent en revanche l'Union européenne à distance : 34 % seulement s'y déclarent attachés. Elle fait l'objet d'un profond désamour, nourri par la conviction désormais bien ancrée qu'elle échoue à maîtriser les flux migratoires (51 %), à protéger leur région des effets négatifs de la mondialisation (47 %) et à participer au développement de l'endroit où ils vivent (40 %).

« Affranchis », « Enracinés », « Assignés », « Sur le fil » : quatre grands portraits de Français coexistent dans notre espace national

Bonheur privé et souffrance sociale sont néanmoins modulés – atténués ou amplifiés – par le rapport subi ou choisi que nos concitoyens entretiennent avec leur territoire et avec la mobilité sociale.

Le Baromètre des Territoires révèle ainsi quatre grands types de trajectoires sociales et territoriales qui coexistent dans notre espace national :

- **21 % des Français sont affranchis des contraintes territoriales et sociales** : ils ont peu d'attache territoriale, ils réalisent leur projet de vie sans entrave, ou ont les moyens socioculturels de surmonter les obstacles, de s'emparer des opportunités et de tirer parti des évolutions de notre société, telles que la numérisation de nos vies personnelle, sociale et professionnelle, l'Union européenne ou la mondialisation (les « Français affranchis ») ;
- **22 % font le choix résolu d'un enracinement dans leur territoire.** Heureux de vivre là où ils ont choisi de vivre, leur bulle personnelle est un bouclier qui les protège de la violence sociale, sans pour autant la masquer (les « Français enracinés ») ;
- **25 % sont assignés à leur territoire et subissent de plein fouet les inégalités sociales et territoriales** (les « Français assignés »). Ils sont bloqués géographiquement et socialement. Ils dessinent leur avenir et celui de leurs enfants avec pessimisme ;
- **32 % vivent une forte tension entre leur aspiration à la mobilité sociale et territoriale et une difficulté à s'affranchir de leur situation socio-économique** et des inégalités territoriales (les « Français sur le fil »).

L'aménagement, la qualité de la présence des services publics et la topographie socio-économique de nos territoires amortissent ou amplifient les fragilités individuelles. Ce faisant, **ils facilitent ou entravent les trajectoires individuelles, et modulent naturellement le regard que les Français portent sur la vitalité de l'endroit où ils vivent.** Néanmoins, le Baromètre des Territoires révèle que, **sur le regard porté sur la société et l'évaluation de son propre parcours de vie, le pouvoir d'achat et le capital socio-culturel des individus sont des déterminants beaucoup plus puissants que les caractéristiques objectives de nos territoires.**

CLIQUEZ ICI POUR DÉCOUVRIR LE BAROMÈTRE DES TERRITOIRES

Retrouvez l'intégralité de l'étude sur les sites d'[Elabe](#) et de l'[Institut Montaigne](#).

Le Baromètre est publié en partenariat avec **franceinfo** :
et les principaux titres de la presse quotidienne régionale.

Nous vous attendons sur [Twitter](#), [Facebook](#) et sur [Instagram](#).
Inscrivez-vous à notre [newsletter](#).

Contacts presse :

Institut Montaigne : Claire Lemoine
06 66 43 91 10 - clemoine@institutmontaigne.org

Elabe : Marjorie Bouchard
06 82 92 47 77 - marjorie.bouchard@elabe.fr



À propos d'Elabe :

Elabe est un cabinet d'étude et de conseil en stratégie de communication.

Elabe propose une approche singulière du conseil qui confronte la créativité des intuitions à l'objectivité des données : le conseil objectif.

Elabe fait travailler ensemble trois métiers – les études, le planning stratégique, le conseil – pour les mettre au service de la stratégie et des décisions de ses clients.

À propos de l'Institut Montaigne :

Think tank indépendant créé en 2000, l'Institut Montaigne est une plateforme de réflexion, de propositions et d'expérimentations consacrée aux politiques publiques en France et en Europe. Ses travaux sont le fruit d'une méthode d'analyse et de recherche rigoureuse et critique, ouverte sur les comparaisons internationales. L'Institut Montaigne, association à but non lucratif pionnière en France, réunit des chefs d'entreprise, des hauts fonctionnaires, des universitaires et des personnalités issues d'horizons divers. Ses financements sont exclusivement privés, aucune contribution n'excédant 1,5 % d'un budget annuel de 5,7 millions d'euros (estimation 2018). À travers ses publications et les événements qu'il organise, l'Institut Montaigne souhaite jouer pleinement son rôle d'acteur du débat démocratique.

1 : France Info, Ouest-France, La Voix du Nord, Sud-Ouest, Nice-Matin, Midi Libre, La Dépêche du Midi, Groupe EBRA (Le Républicain Lorrain, Dernières Nouvelles d'Alsace, L'Est Républicain, Le Pays, L'Alsace, Vosges Matin, Le Bien Public, Le Journal de Saône-et-Loire, Le Progrès, Le Dauphiné Libéré, Vaucluse Matin) et Groupe Centre France (La Montagne, Le Populaire du Centre, La République du Centre, Le Berry Républicain, L'Yonne Républicaine, L'Echo Républicain, Le Journal du Centre, L'Eveil de la Haute-Loire).

Si vous ne souhaitez plus recevoir nos messages cliquez [ici](#).